

Appel à projet départemental 2024 - 2025

Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL)

Préambule

Le plan Logement d'abord a pour objectif de mettre fin durablement au sans-abrisme. Il est basé sur le principe que l'action des pouvoirs publics à destination des ménages en difficulté doit s'inscrire dans une stratégie d'accès prioritaire au logement de droit commun, c'est-à-dire sans nécessairement induire une étape préalable en structure d'hébergement, et de prévention des ruptures dans les parcours résidentiels afin de favoriser le maintien dans le logement, en s'appuyant sur le développement de l'accompagnement vers et dans le logement.

Dans cet esprit, il convient de favoriser les dispositifs d'accompagnement permettant un accès direct ou rapide au logement de droit commun et le soutien des ménages dans la période qui suit le (re)logement, ainsi que les actions permettant de maintenir dans le logement les ménages menacés d'expulsion.

Le fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) a été institué en 2011. Son objet est de financer des actions d'accompagnement personnalisé de personnes reconnues prioritaires et auxquelles un logement doit être attribué en urgence au titre du droit au logement opposable (DALO), en application du cinquième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 du CCH et d'actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement. Depuis la loi de finances initiale pour 2013, le FNAVDL a vu son périmètre d'intervention étendu au profit de ménages non bénéficiaires du DALO et qui plus largement relèvent des politiques d'hébergement et d'accès au logement. En 2014, le mouvement Hlm et l'État ont initié le programme « 10 000 logements Hlm accompagnés » pour soutenir des initiatives portées par des organismes Hlm visant à favoriser l'accès et le maintien dans le logement de ménages en grande difficulté. L'acte 2 du logement d'abord, lancé en septembre 2019 par le ministre de la ville et du logement, Julien Denormandie, a confirmé les éléments de la « clause de revoyure » pour le logement social avec la pérennisation du programme « Hlm accompagnés » au travers d'un abondement du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) par la CGLLS.

Dans l'objectif de donner de la cohérence aux différents dispositifs d'accompagnement vers et dans le logement, d'harmoniser les pratiques et de travailler pour une meilleure coordination des actions, notamment avec celles menées par les collectivités locales et les Conseils

départementaux, le nouveau programme AVDL intègre une fusion des différents volets du FNAVDL tout en impliquant plus fortement les bailleurs sociaux.

Les actions sociales d'accompagnement vers et dans le logement visent à favoriser l'accès et le maintien dans le logement de ménages en grande difficulté (personnes à la rue et en hébergement, victimes de violences conjugales, jeunes sortants de l'ASE...) grâce à un accompagnement social adapté et à un renforcement de la gestion sociale. Elles forment le cadre de partenariats efficaces entre organismes Hlm et associations.

Les objectifs poursuivis par le FNAVDL sont :

- promouvoir le travail en commun, et des projets nouveaux et innovants, entre associations et bailleurs sociaux ;
- soutenir des expérimentations en permettant le développement de nouvelles méthodes, le changement de pratiques, pour accompagner les ménages en difficulté ;
- permettre la pérennisation des démarches engagées apportant une valeur ajoutée ;
- accompagner les actions dans une logique d'ensemble avec un financement de l'accompagnement social, de la gestion locative adaptée, ainsi que des coûts de mise en œuvre de l'action, dans le respect des critères définis à l'article L. 300-2 du CCH ;
- garder de la souplesse pour les acteurs locaux dans le développement de leur action, pour permettre une plus grande articulation avec les dispositifs locaux
- permettre le développement des actions dans la durée.

Un tiers des actions présentées dans le cadre de ce programme, correspondant à 1/3 des engagements financiers, sont portées par les bailleurs sociaux en leur nom propre ou dans le cadre de l'inter-organismes, de binômes bailleurs/associations en charge de l'accompagnement social. Elles peuvent être développées notamment pour le maintien dans le logement dans le cadre de la prévention des expulsions. Il conviendra de promouvoir au niveau local la formalisation de partenariats entre les bailleurs sociaux et les associations et de construire des projets structurants.

Les réponses proposées pour ces projets partenariaux bailleurs-associations doivent être diversifiées, et peuvent comporter un logement accessible économiquement, une gestion locative adaptée (hors bail glissant, ce dernier ne peut être mobilisé que pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO), et un accompagnement adapté aux besoins. Ils doivent permettre de développer le travail partenarial sur les territoires, et particulièrement avec le milieu associatif. Les solutions doivent avoir un caractère pérenne et viser la stabilisation de la situation résidentielle du ménage. L'action peut comporter le passage par une solution temporaire si elle s'intègre dans un parcours global dont l'organisme porteur du projet assure la responsabilité.

En termes d'offre, les projets pourront être accompagnés de la création d'une offre adaptée, notamment à travers le niveau des loyers (en neuf ou en acquisition-amélioration), l'aménagement de logements existants en lien avec les types d'accompagnement proposés, ou le reclassement de logements existants (PLS, PLUS) en offre à bas loyer (PLAI) sans pour autant que le FNAVDL serve à payer une partie des loyers (subventionnement d'un service social), la solvabilisation des ménages étant assurée par l'APL. Le FNAVDL ne finance donc ni les loyers ni les travaux (neuf ou rénovation) liés à la création de cette offre adaptée ceux-ci pouvant bénéficier d'autres financements notamment via le Fonds National des Aides à la Pierre.

L'article L.300-2 du CCH encadre l'utilisation des fonds du FNAVDL. Aux termes de la loi, les crédits sont destinés à financer des actions d'accompagnement personnalisé et des actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement. Ils financent également des dépenses de gestion qui se rapportent à ces actions, à savoir les frais de gestion financière réalisée par la CGLLS, précisées à l'article R452-37 du CCH.

Les conventions signées dans le cadre de cet appel à projet prendront effet au 1^{er} janvier 2024 pour une durée allant de 12 à 24 mois. Les conventions pourront ainsi être signées en décembre 2023 pour une prise d'effet le mois suivant (1^{er} janvier 2024) ou bien être signées au cours de l'année 2024 avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024.

A l'issue de l'échéance actée dans la convention, ces dernières pourront être prolongées par avenant par période de 12 mois, dans une limite de 4 années cumulées.

Dans ces conditions il est possible qu'un prochain AAP FNAVDL ne soit pas organisé avant 2027 pour un effet au 1^{er} janvier 2028.

Objectif de l'appel à projet 2024/2025

Le présent appel à projets est destiné à sélectionner les projets pour lesquels le FNAVDL apportera son concours financier dans le département du Rhône et visant la réalisation des activités suivantes :

A- Dans le cadre des ménages reconnus prioritaires DALO :

- Action 1 : diagnostics sociaux « Logement » en direction des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO (un seul porteur sera retenu)
- Action 2 : actions d'accompagnement vers et maintien dans le logement à destination des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO (un seul porteur sera retenu)
- Action 3 : baux glissants avec accompagnement dans le logement destiné à des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO (un seul porteur sera retenu)

B- Dans le cadre des ménages pour un maintien dans le logement :

- Action 4 : actions d'accompagnement pluridisciplinaire dans une logique amont de prévention des expulsions
- Action 5 : actions d'accompagnement dans le logement pour prévenir les expulsions lorsqu'une procédure est engagée

C- Dans le cadre des ménages pour un accès au logement :

- Action 6 : actions d'accompagnement pour l'accès au logement dans une démarche logement d'abord des ménages reconnus prioritaires au titre de l'article L441-1 du CCH, et principalement au regard des besoins constatés sur le territoire : les personnes victimes de violences intrafamiliales, les ménages sortant d'hébergement (notamment ALT, RHVS), les personnes dépourvues de logement et les jeunes sortant d'ASE.

Le FNAVDL n'ayant pas pour objet premier le financement du bail glissant, il est précisé que le bail glissant est possible exclusivement et à titre subsidiaire, (à défaut d'un financement BOP 177 ou des collectivités) pour des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO. Pour les ménages qui ne sont pas reconnus DALO, il convient de mobiliser les financements du BOP 177 ou des collectivités.

Le FNAVDL peut être mobilisé lorsque l'IML prend fin et qu'il subsiste un besoin d'accompagnement dans le logement après le glissement du bail. Par ailleurs, il sera toutefois possible de proposer des mesures de gestion locative adaptée avec le ménage comme titulaire de son contrat de location.

Dans le cadre de cet appel à projet, un même opérateur, un regroupement d'associations, un binôme d'opérateurs (bailleur/association), ou un regroupement de bailleurs, peuvent se positionner sur une, plusieurs ou toutes les actions ciblées en objet ci-dessus.

1. Nature des projets

Les projets présentés répondront aux objectifs énoncés dans le préambule en abordant les points suivants :

a. La réponse aux besoins dans le territoire

Le projet précisera :

- Les publics visés, en lien avec les besoins repérés sur les territoires notamment dans le cadre des plans (PLAID et PDALHPD) en lien avec les collectivités (Métropole de Lyon, Conseil départemental du Rhône, EPCI), et l'offre d'accompagnement disponible. Il sera indiqué comment l'action s'inscrit dans le contexte local et comment il complète les dispositifs existants en ne faisant pas doublon ;
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet.

b. L'accompagnement social et l'évaluation préalable des besoins en accompagnement

Le projet précisera les conditions d'évaluation des besoins en accompagnement du ménage et/ou de l'accompagnement (en termes de durée, d'adaptabilité, méthodes d'interventions...) ainsi que les démarches mises en place pour favoriser l'adhésion des ménages.

Pourront notamment être abordés :

- la question de la mobilisation des acteurs concernés (services de l'État, CCAS, services sociaux du Département ou de la Métropole de Lyon, bailleurs, CAF, services de santé, services d'urgence...). L'objectif est de promouvoir une approche pluridisciplinaire des accompagnements ;
- le développement de méthodes innovantes de l'intervention sociale autour de « l'aller vers » et du travail en partenariat des acteurs du social, pouvant inclure la mise en place d'un référent social ;
- dans le cas où l'action est portée par un bailleur, le rôle du bailleur et celui de l'organisme en charge de l'accompagnement et leurs engagements respectifs ;
- la possibilité de co-construire l'accompagnement social en associant le bailleur, l'organisme en charge de l'accompagnement mais aussi les bénéficiaires du dispositif;

- l'intensité et la durée de l'accompagnement social et leur possible modularité.

c. La gestion locative adaptée

Le projet précisera le cas échéant les éléments relatifs à la gestion locative adaptée (pour les ménages « hors-dalo »), et l'articulation accompagnement social / gestion locative, le rôle du bailleur et de l'organisme.

Le cas échéant, le bailleur et l'association préciseront, comment ils adaptent leur démarche et leurs pratiques professionnelles en vue de l'accueil et du maintien de ces publics.

Les actions portées ou co-portées par les bailleurs et liées au développement de l'offre de PLAI adapté sont considérées comme prioritaires.

Ces logements doivent faire l'objet a minima d'une gestion locative adaptée (GLA) par le bailleur, permettant, notamment, l'appropriation initiale du logement et son utilisation optimale par le locataire ainsi que la prévention des situations de rupture. Ce socle minimal s'inscrit dans le cadre classique des missions assurées par les services de gestion locative des bailleurs sociaux.

Si, toutefois, la situation du ménage justifiait la mise en place d'un accompagnement plus individualisé, le maître d'ouvrage peut bénéficier d'un accès prioritaire aux crédits du FNAVDL pour la mise en place d'un accompagnement adapté aux besoins du ménage.

d. L'articulation avec les dispositifs partenariaux

Le projet devra expliquer comment il s'articule avec les dispositifs partenariaux locaux et plus particulièrement avec les plans (PLAID et PDALHPD,) et comment il s'inscrit dans la politique du Logement d'Abord, voire comment il peut devenir un outil mobilisable par les commissions existantes, comme les commissions sociales territorialisées du logement ou les commissions maintien dans le logement dans le cadre du marché revisité des ILHA au niveau de la Métropole de Lyon, les «commissions cas complexes» présentes au niveau des EPCI, ou encore les Commissions Territoriales de Prévention des Expulsions (CTPE).

Seront également précisées les articulations avec la MVS (SIAO du Rhône) notamment dans le cadre de la mise en place de la plateforme d'accompagnement social qui sera effective en 2024, mais aussi avec les SOUS-CCAPEX (CML, sous-ccapex de Villefranche, CTPE) dans le cadre des actions touchant à la prévention des expulsions (Aller-vers, équipes mobiles). L'association du Conseil départemental et de la Métropole de Lyon permettra d'assurer une complémentarité des actions du FNAVDL avec celles financées par les FSL. À ce titre, une concertation resserrée entre d'une part, les services de l'État, et ABC HLM et d'autre part les services de la Métropole de Lyon et du Conseil départemental est attendue. Le cas échéant, le projet doit s'articuler avec la mobilisation du contingent préfectoral et les dispositifs de lutte contre l'habitat indigne.

Les initiatives peuvent par ailleurs viser la **coordination d'intervenants sur un territoire, cela peut être le cas pour les actions avec une approche pluridisciplinaire de l'accompagnement social** ou pour celles devant faire l'objet d'un partenariat élargi (par exemple avec les domaines de l'emploi et de la santé). Les projets retenus devront s'articuler avec la réflexion globale de construction d'une plateforme de l'accompagnement en cours

d'expérimentation. La coordination du FNAVDL avec les autres mesures de type FSL ou ASLL qui seront également proposées au sein de cette plateforme, sera primordiale pour garantir la bonne mise en œuvre du nouveau service public de la rue au logement. Le SIAO, en tant qu'outil d'observation social principal sur le territoire rhodanien, et en fonction de ses connaissances des besoins recensés, pourra être amené à prescrire les mesures d'AVDL qu'elle jugera nécessaires à la réalisation et à la sécurisation des parcours résidentiels des publics identifiés.

Enfin, les projets devront préciser les partenariats financiers et les financements locaux mobilisés.

e. La gestion du projet :

La construction, la mise en œuvre, le suivi et le pilotage du projet nécessitent pour les porteurs du projet des temps de maturation et d'échanges avec les différents partenaires. Ainsi, **le projet devra expliciter ces éléments de construction, de coordination et d'animation du dispositif** : la création d'un comité de pilotage et/ou de suivi du projet, son rôle, les éventuels outils qui seront à créer pour ce suivi. Il devra être précisé le « qui fait quoi » dans l'animation des projets portés ou co-portés bailleurs-associations : le rôle du bailleur et/ou de l'association, la manière dont sont associés les partenaires du projet.

Il sera également explicité le dispositif d'évaluation de l'action qui sera mis en place, afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs ou de leur ajustement.

f. L'offre de logement mobilisé et l'organisation des parcours résidentiels des ménages

Il sera précisé :

1. Le cas échéant, la détermination de l'offre de logement mobilisée en termes de localisation, de desserte en services, de typologie et de régime de réservation.
2. L'organisation du parcours résidentiel des ménages : seront privilégiés les actions faisant l'objet d'un bail directement passé avec l'occupant. Néanmoins, le projet peut comprendre des solutions d'intermédiation (sous-location, solutions temporaires) à condition qu'elles s'inscrivent dans une réponse globale, s'adaptant à l'évolution des situations et débouchant sur un bail classique.

Le cas échéant, l'offre spécifiera les actions entreprises avant l'accès au logement et celles qui demeureront après l'entrée dans le logement.

Pour les projets relevant de la part tiers-bailleurs, et portés par un bailleur ou un binôme bailleur-association, l'articulation entre les mesures d'accompagnement vers ou dans le logement, et l'offre de logements pouvant être mobilisée pour sécuriser les parcours résidentiels sera activement recherchée, notamment pour les publics en difficulté d'accéder à un logement (personnes sortant d'hébergement, personnes victimes de violences intrafamiliales, jeunes sortant d'ASE, personnes dépourvues de logement...).

2. Porteurs de projets éligibles

Les actions susceptibles d'être financées sont réalisées par des organismes agréés au titre soit des activités d'ingénierie sociale, financière et technique mentionnées à l'article L. 365-3 du CCH, soit des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L. 365-4 du CCH, par des organismes d'habitations à loyer modéré, par des sociétés d'économie mixte gérant des logements sociaux, par des associations départementales d'information sur le logement ou par des centres d'action sociale communaux ou intercommunaux.

Pour les dossiers portant sur des actions auprès des « ménages LHI », les candidats devront en outre faire preuve :

- d'une expertise et expérience pratique dans l'accompagnement social dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne en appui de la mise en œuvre des procédures d'insalubrité ;
- d'une maîtrise du déroulement des procédures d'insalubrité ;
- d'une maîtrise des dispositifs d'hébergement et de relogement.

3. Publics visés

Le public concerné par le programme AVDL est l'ensemble des **publics prioritaires mentionnés à l'article L 441-1 du CCH, les ménages reconnus prioritaires DALO et les personnes mentionnées au II de l'article L 301-1¹**. Le détail de ce public est précisé en annexe 2. Les acteurs institutionnels pourront définir collectivement, en fonction des besoins, des solutions existantes, et des politiques publiques impulsées sur le territoire, les publics cibles des actions dans la limite du respect de la hiérarchie des priorités définies par la loi.

Une attention particulière sera portée aux personnes en situation de rue (rue, campements, squat...) identifiées par les acteurs de la veille sociale (maraudes, accueil de jour, SIAO) ou en hébergement, aux personnes victimes de violences conjugales, ainsi qu'aux sortants d'institutions (ASE/PJJ et sortants de détention et d'hospitalisation). Seront également visés les locataires du parc social et privé menacés d'expulsion.

Les ménages concernés peuvent, soit sortir directement d'une situation dans laquelle ils étaient dépourvus de logements, soit avoir bénéficié de solutions temporaires. Il peut s'agir de ménages accompagnés dans le cadre d'une mobilité géographique visant leur insertion sociale et professionnelle.

Les personnes en situation de handicap ou les familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap font partie de la liste des publics prioritaires pour l'accès au logement social mentionnée à l'article L. 441-1 du CCH. Cependant, les crédits du FNAVDL ne peuvent pas se substituer à ceux de la sécurité sociale ou aux dispositifs médico-sociaux prévus à cet effet. Il conviendra dans ce cas précis d'avoir recours à un accompagnement pluridisciplinaire mobilisant plusieurs sources de financement.

¹ L 301-1 CCH « Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir. »

Un effort particulier du FNAVDL est néanmoins possible en faveur des personnes autistes (diagnostiquées ou non, bénéficiaires ou non d'une prestation de compensation du handicap, compte tenu de la nature de ce handicap spécifique), ainsi que pour les personnes en souffrance psychique (ne bénéficiant pas d'une prestation de compensation du handicap).

Les dossiers visant les problématiques liées au vieillissement ne sont pris en compte qu'à la condition d'être ciblés sur un public très vulnérable, cumulant ces problématiques et de fortes difficultés sociales.

4. Dépenses subventionnables

Les actions qui seront sélectionnées pourront bénéficier d'un financement du FNAVDL pour :

- les dépenses d'évaluation préalable des besoins d'accompagnement pour les projets portés par les bailleurs sociaux (en accès au logement ou en maintien dans le logement)
- les dépenses d'accompagnement personnalisé des publics définis au IV
- les dépenses liées à la gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement ;
- les dépenses liées aux différentes phases de gestion de l'action : construction de l'action, animation et pilotage

Cf. annexe 1 pour le détail et la définition des différents postes

Le FNAVDL n'a pas pour objet de financer la gestion locative classique d'un bailleur social qui constitue une de ses activités traditionnelles. Il ne finance pas non plus les évaluations sociales qui relèvent du BOP 177, du SIAO ou des acteurs sociaux de terrain (travailleurs sociaux de secteur relevant des CCAS, MDM, Conseils départementaux...). En cas de bail glissant (uniquement pour le DALO), pourront être financées les dépenses d'accompagnement social ainsi que le surcoût de gestion, mais pas les différentiels de loyers.

5. Modalités de l'appel à projet

a. Présentation des projets

Le dossier de demande de concours financier du FNAVDL devra comporter :

- La désignation de l'action et ses caractéristiques (en reprenant les éléments demandés dans la rubrique « nature des projets »)
- Le plan de financement
- La nature et le montant maximum prévisionnel de la dépense éligible à la subvention du fonds
- Le calendrier prévisionnel de l'opération
- Ses modalités d'exécution
- Des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de suivi et d'évaluation du projet

Le porteur du projet devra pouvoir s'engager sur un nombre approximatif de ménages à accompagner sur la durée de l'action.

Le porteur du projet pourra prendre en considération les ménages actuellement accompagnés dans le cadre des financements FNAVDL.



Le porteur qui souhaite se positionner sur plusieurs actions (décrites dans la partie « objectifs » de cet appel à projet), **devra présenter un budget spécifique pour chacune des actions, en plus d'un budget global.**

Afin de permettre une bonne estimation des coûts éligibles au financement, chacun des postes de dépenses subventionnables devra être explicité. Lorsque l'action porte sur plusieurs champs, elle doit être présentée sous forme de programme d'actions de manière à distinguer clairement les objectifs et coûts afférents à chaque type de postes.

Les coûts devront être présentés sur la totalité de la durée du projet, soit 12 ou 24 mois à compter du 1^{er} janvier 2024. Les actions devront porter sur une durée minimale de 12 mois et maximale de 24 mois. (Se rapporter au tableau récapitulatif des coûts de référence indicatifs en annexe 2).

Il est précisé qu'un projet pourra être retenu pour tout ou partie des actions proposées.

b. Critères de sélection

Le porteur de projet devra démontrer une réactivité forte pour intervenir auprès du ménage et mettre en place la mesure appropriée (qu'il s'agisse de réaliser le diagnostic, ou de mettre en place la mesure d'accompagnement vers ou dans le logement).

En outre, l'opérateur devra démontrer qu'il possède les compétences techniques et humaines nécessaires à la mise en œuvre des actions et qu'il est en capacité de faire rapidement connaître et partager ses méthodes et ses critères d'évaluation de manière à instaurer un climat de confiance avec l'ensemble des partenaires.

Enfin, il sera porté une attention particulière aux modalités d'intégration et d'articulation des actions proposées avec l'ensemble des dispositifs existants de diagnostic, d'accompagnement social ou médico-social, d'accès au logement et de prévention des expulsions. Cette articulation est la garante de la bonne coordination des politiques publiques à l'échelle du territoire, et de l'efficacité de l'action publique dans sa mission d'aide aux publics défavorisés.

Une attention accrue sera portée aux propositions qui incluent des accompagnements pluridisciplinaires.

Les coûts de l'action seront appréciés au regard des coûts de référence indicatifs, sur lesquels les opérateurs pourront s'appuyer comme élément de repère (Cf. tableau indicatif des coûts en annexe 2)

c. Modalités de financement

Le versement de la contribution financière du FNAVDL sera subordonné à la conclusion d'une convention d'objectifs pluriannuelle dans laquelle l'organisme s'engagera à mettre en œuvre les actions prévues.

La signature des conventions, le suivi de l'exécution des engagements pris, la délivrance des pièces justificatives permettant le versement de la subvention incombent au préfet du département dans lequel les actions seront précisées. Ainsi, le porteur du projet devra transmettre aux services de l'Etat les éléments d'informations précisés dans la convention.

La CGLLS versera les subventions aux porteurs du projet, au vu d'une décision de paiement délivrée par les services déconcentrés de l'Etat au niveau départemental et transmise par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL).

Le versement de la première avance est prévu à la signature de la convention. Une décision de paiement n'est pas nécessaire pour ce premier versement. Lorsqu'un projet est inter-bailleurs, un bailleur chef de file est désigné. Il se charge du conventionnement avec l'Etat et fait son affaire des relations financières ultérieures avec les autres bailleurs et les associations.

Une avance pourra être versée ; elle ne dépassera toutefois jamais 70% des sommes engagées par la convention.

La convention sera établie sur la base du modèle de convention défini par le comité de gestion national du FNAVDL.

Chaque convention identifiera le statut du ou des bénéficiaire(s) de la subvention : association ou bailleur social.

d. Procédure de l'appel à projets

Les organismes adresseront, par voie postale et électronique, leur dossier de candidature à la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Rhône. Le préfet sera ensuite chargé de conclure au nom du ministre la convention d'objectifs avec l'organisme porteur du projet retenu.

Le dossier de candidature devra comporter le formulaire Cerfa n°12156*05 s'il s'agit d'une association ou en reprendre les rubriques sur papier libre. Le porteur qui souhaite se positionner sur plusieurs actions, **devra présenter un budget spécifique pour chacune des actions, en plus d'un budget global.**

e. Enveloppe budgétaire

Pour 2024, l'enveloppe projetée par la DREAL pour le département du Rhône est d'un montant de 1 650 000 euros.

f. Calendrier

- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 31 octobre 2023 inclus
- La DDETS du Rhône et ABC HLM sont les pilotes de la sélection des projets présentés. Une concertation avec la Métropole de Lyon et le Département du Rhône sera organisée pour recueillir leur avis consultatif.
- Sélection des projets financés : novembre 2023
- Date de début de mise en œuvre : 1^{er} janvier 2024

g. -Contacts :

Franck BEQIRAJ, chargé de mission Logement d'abord au sein du service des Stratégies partenariales, et Virginie SANZ, responsable du service Stratégies partenariales, au sein de la DDETS du Rhône.

Adresse électronique pour toute question et pour le dépôt des dossiers :

ddets-strategies-partenariales@rhone.gouv.fr

ANNEXE 1 : Détail des postes subventionnables

1. Les dépenses d'accompagnement social, dont les évaluations des besoins d'accompagnement

Pour les projets portés par les bailleurs sociaux, **les dépenses liées aux évaluations préalables des besoins d'accompagnement vers ou dans le logement des ménages ciblés peuvent être intégrées au projet d'accompagnement** (à coordonner le cas échéant avec les évaluations sociales réalisées antérieurement par les travailleurs sociaux).

L'accompagnement vers et dans le logement

L'accompagnement vers et dans le logement est une prestation individuelle ou collective, fournie sur une période déterminée, mais révisable, à un ménage dont le problème de maintien ou d'accès dans un logement provient de difficultés financières, de difficultés d'insertion sociale ou de santé ou d'un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ou de santé. L'accompagnement vise à lui permettre d'accéder à un logement et/ou à bien y vivre durablement en bénéficiant des droits et en respectant les obligations inhérentes à son statut de locataire ou de sous-locataire. L'objectif est l'autonomie de la personne dans la prise en charge de sa situation de logement.

Il s'agit d'offrir un accompagnement diversifié et adapté à la situation des ménages à travers une prise en charge variable dans sa durée et dans son intensité. L'intensité de l'accompagnement doit pouvoir s'adapter et évoluer en fonction des besoins de la personne. Sa mise en place suppose l'accord du ménage. Il peut s'agir d'un accompagnement global et pluridisciplinaire pour les ménages dont les difficultés sont de plusieurs ordres et étroitement imbriquées, permettant, le cas échéant, de faire appel à des compétences complémentaires pluridisciplinaires. Dans ce cas, l'accompagnement financé par le FNAVDL devra avoir pour finalité l'accès au logement ou le maintien dans le logement et d'autres sources de financement pourront être mobilisées.

Selon le moment du déclenchement de la mesure financée, il s'agira :

- d'un accompagnement vers le logement :

L'accompagnement vers le logement est par exemple destiné à des ménages auxquels une proposition peut être faite mais qui risquent de ne pas donner suite faute de compléter leur dossier et/ou de comprendre la portée de la proposition. Il peut être suivi d'un accompagnement après le relogement. Il s'agit d'aider le ménage fragile ou éloigné du logement ordinaire de longue date dans la recherche d'un logement adapté à sa situation en définissant avec lui un projet réaliste et de l'assister pour réaliser les démarches préalables à l'entrée dans le logement (accès aux droits).

L'accompagnement vers le logement recouvre également l'accompagnement lors du relogement qui vise à assister le ménage pour réaliser les démarches liées à son installation (demande d'aide personnelle au logement, abonnements...). Il peut également être requis pour

des ménages changeant de quartier et risquant de ne pas bien s'insérer dans leur nouvel environnement.

- d'un accompagnement dans le logement :

L'accompagnement dans le logement peut concerner des ménages déjà installés dans un logement. Est évoqué ici l'accompagnement dans le logement réalisé dans le prolongement direct de l'installation du ménage.

L'accompagnement dans le logement concerne en particulier des ménages auxquels une proposition peut être faite mais qui est conditionnée par la possibilité d'un accompagnement.

Il peut également s'agir d'un accompagnement de ménages en procédure d'expulsion.

Les coûts peuvent être déterminés en fonction de la nature du projet et de l'intensité de la mesure d'accompagnement, à partir des références existantes sur le territoire (le cas échéant en adaptant le solde de la subvention au regard des actions effectivement réalisés).

Le calcul peut également s'effectuer en partant du « coût chargé » d'un travailleur social, en considérant que ce travailleur social peut suivre « x » personnes en file active (par exemple avec une vérification périodique de l'activité des travailleurs sociaux). Cette deuxième option permet plus de souplesse pour des ménages ayant des besoins très différents.

Dans le cadre des projets portés par les bailleurs en partenariat avec une association, le budget est élaboré avec l'association qui va être en charge de la mise en œuvre de l'accompagnement. L'estimation financière de l'accompagnement pourra prendre en compte les temps d'échanges et l'organisation de ces temps d'échange autour des situations, réalisé entre le bailleur et l'association, ainsi que les coûts induits dans le cadre du pilotage et de l'animation du dispositif.

2. La gestion locative adaptée

La gestion locative adaptée (GLA) consiste en une activité de gestion de logements « rapprochée et attentive » comportant un suivi individualisé, éventuellement une animation au quotidien et, le cas échéant, une médiation avec l'environnement. L'objectif est la prévention des difficultés de l'occupant et la sécurisation de la relation bailleur/locataire. Dans le cas d'une intermédiation locative, à terme, l'objectif est l'accès au logement ordinaire. Cette activité peut comporter une aide simple aux démarches liées à l'installation dans un nouveau logement, un suivi du paiement de la quittance et de l'usage du logement et/ou de l'immeuble plus intense que dans la gestion locative classique, une capacité d'écoute pendant la durée du bail.

La gestion locative adaptée comprend également le repérage des difficultés des ménages, la sollicitation des partenaires susceptibles d'aider à leur résolution, et, le cas échéant, une médiation entre les occupants et leur environnement (services de gestion des quittances et voisinage). La GLA vise également à la maîtrise effective des charges par les ménages logés : par exemple, visite explicative des conditions d'utilisation des équipements à l'entrée dans les lieux et visites régulières afin de prévenir tout dérapage lié à une utilisation possiblement non conforme ou non économe des équipements, ou encore explications sur les manières de ne pas dépenser l'énergie tout en maintenant une bonne qualité de l'air intérieur. La GLA est une

prestation individualisée et renforcée par rapport à la gestion locative classique. Le FNAVDL ne finance pas la gestion locative classique d'un bailleur social qui constitue l'une de ses activités traditionnelles. Son support est la relation locative et l'insertion des ménages dans leur environnement résidentiel, même si elle permet de détecter d'autres besoins. La gestion locative adaptée se distingue donc de l'accompagnement ciblé sur le logement: dans la mesure où elle a pour point de départ le suivi du paiement du loyer et de la jouissance paisible du logement, alors que l'accompagnement ciblé sur le logement, comme toute forme d'accompagnement, part des difficultés du ménage. Les deux visent à son autonomie.

La gestion locative adaptée peut être une composante de l'accompagnement dans le logement.

Le bailleur social devra démontrer la différence de coût entre la gestion locative classique et la gestion locative adaptée.

3. Les autres dépenses éligibles, permettant la mise en oeuvre optimale du projet

Il s'agit des coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet et qui sont:

- liés à l'objet du projet ;
- nécessaires à la réalisation du projet et à sa mise en œuvre (dont construction du projet, animation, coordination, pilotage, et évaluation) ;
- raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- engendrés pendant le temps de réalisation du projet ;
- dépensés par le porteur de projet et/ou son opérateur ;
- identifiables et contrôlables.

ANNEXE 2 : Tableau indicatif des coûts des mesures

	Coût unitaire
Diagnostic « léger »	100 €
Diagnostic « approfondi »	350 €
<i>Moyenne diagnostic</i>	225 €
Accompagnement « niveau 1» (mesure : 6h/mois, sur un an)	3 600 €
Accompagnement « niveau 2» (mesure : 10h/mois, sur un an)	6 000 €
<i>Moyenne accompagnement</i>	4 800 €
Bail glissant avec accompagnement	4 400 €

ANNEXE 3: Compléments relatifs aux publics visés par les actions financées par le FNAVDL

1. Dispositions législatives générales relatives aux publics visés par les actions financées par le FNAVDL

L'article L300-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH) dispose que le FNAVDL finance :

- des actions d'accompagnement personnalisé de personnes reconnues prioritaires et auxquelles un logement doit être attribué en urgence en application du cinquième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 du CCH (ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO par les commissions de médiation),
- des actions d'accompagnement personnalisé de personnes ou familles mentionnées au II de l'article L. 301-1 du CCH (il s'agit de toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir),
- des actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes,
- les dépenses versées à la CGLLS pour assurer la gestion comptable du fonds.

La vocation du FNAVDL est donc de financer des actions d'accompagnement favorisant le logement des ménages bénéficiaires du DALO, des publics prioritaires mentionnés à l'article

L441-1 du CCH et plus largement des personnes relevant des politiques d'hébergement et d'accès au logement et du plan Logement d'abord.

2. Les actions d'accompagnement vers le logement (AVL)

Concernant les actions d'accompagnement en faveur de l'accès au logement, les publics visés sont en priorité les bénéficiaires du DALO (décision favorable mentionnée à l'article L. 441-2-3 du CCH) ainsi que les publics prioritaires mentionnés à l'article L441-1 du CCH.

Des actions préventives aux recours DALO pourront notamment être engagées, la labellisation DALO ne devant pas constituer un prérequis pour mobiliser les crédits du FNAVDL.

Une des premières actions à mettre en œuvre dans le cadre d'une mesure d'accompagnement vers le logement (AVL) consistera à déposer une demande de logement social active ou à en vérifier la validité.

L'article L441-1 du CCH dresse la liste des publics prioritaires pour l'accès au logement social :

- « a) *Personnes en situation de handicap, au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap ;*
- b) *Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique mentionné au 9° de l'article L. 312-1 du même code ;*
- c) *Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ;*
- d) *Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition ;*
- e) *Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ;*
- f) *Personnes exposées à des situations d'habitat indigne ;*
- g) *Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé. Ces situations sont attestées par une décision du juge prise en application de l'article 257 du code civil ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales en application du titre XIV du livre Ier du même code ;*
- g bis) *Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords, lorsque l'autorité judiciaire a imposé à la personne suspectée, poursuivie ou condamnée et pouvant être à l'origine d'un danger encouru par la victime de l'infraction, une ou plusieurs des interdictions suivantes:*
 - une interdiction de se rendre dans certains lieux, dans certains endroits ou dans certaines zones définis dans lesquels la victime se trouve ou qu'elle fréquente ;
 - une interdiction ou une réglementation des contacts avec la victime ;
- h) *Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles ;*
- i) *Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal ;*
- j) *Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement suroccupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;*
- k) *Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers ;*

l) Personnes menacées d'expulsion sans relogement.

m) Mineurs émancipés ou majeurs âgés de moins de vingt et un ans pris en charge avant leur majorité par le service de l'aide sociale à l'enfance, dans les conditions prévues à l'article L. 222-5 du code de l'action sociale et des familles, jusqu'à trois ans après le dernier jour de cette prise en charge. »

3. Les actions d'accompagnement dans le logement (ADL) et de gestion locative adaptée (GLA)

En sus des publics mentionnés ci-dessus, toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, peut bénéficier d'une mesure d'accompagnement dans le logement (ADL) ou de gestion locative adaptée (GLA).

Selon les cas, l'objectif peut être l'accès à un nouveau logement (dans ce cas il conviendra de formaliser une demande de logement social active ou d'en vérifier la validité) ou le maintien dans le logement occupé dans des conditions satisfaisantes (ménages menacés d'expulsions dans un logement adapté à la composition du ménage et à ses ressources, personnes ayant des troubles psychiques...).

Dans ce dernier cas, la demande de logement social ne constitue donc pas un prérequis pour bénéficier d'une action d'ADL ou de GLA financée par le FNAVDL.

ANNEXE 4: Présentation du FNAVDL et du dispositif de pilotage et de suivi dans les territoires

1. Présentation du circuit de financement

En application des dispositions de l'article R.300-2-2 du CCH, le versement du concours financier du fonds est subordonné à la signature d'une convention entre le représentant de l'État et le bénéficiaire du versement. En cas de co-portage entre une ou plusieurs associations et un bailleur, il pourra être conclu une convention tripartite ou quadripartite. Cette convention comporte la désignation du projet, ses caractéristiques, la nature et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable, le calendrier prévisionnel et les modalités d'exécution des actions, ainsi que le montant et les modalités de versement (conformément aux modèles de conventions). Les conventions sont signées après sélection des opérateurs, par la voie de l'appel à projets.

Les subventions aux opérateurs sont ainsi établies sur les crédits FNAVDL, gérés par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS). Celle-ci instruit de manière centralisée les demandes de paiement sur la base des conventions conclues au niveau départemental entre l'État et ses opérateurs. Les paiements sont effectués directement par la caisse auprès des structures sur la base de ces conventions, sans transiter par les BOP régionaux.

La signature des conventions donne lieu à un premier versement (avance).

Le processus de signature intervenant au niveau départemental, la DREAL est chargée de l'envoi des demandes de paiements à la CGLLS.

Ainsi, chaque service départemental, après constitution du dossier (convention, pièces justificatives), transmettra les éléments à la DREAL

La DREAL procède à une vérification du dossier et s'assure de la soutenabilité des demandes au regard de la dotation régionale et de la sous-enveloppe départementale.

Ensuite, la DREAL adresse le dossier à la CGLLS, organisme chargé de la gestion bancaire du FNAVDL.

2. Le dispositif de pilotage et de suivi dans les territoires

1/ Suivi statistique

A partir du suivi statistique effectué par chaque opérateur, seront extraites des données telles que :

- le suivi de l'occupation des travailleurs sociaux de l'opérateur (nombre de mesures en cours par travailleur social) qui permettra de justifier la subvention qui lui est allouée

-le suivi du bilan des diagnostics effectués

-le suivi du bilan des accompagnements effectués notamment en terme de relogement

L'opérateur devra également fournir, à la demande de l'État, tout élément statistique sur son activité, permettant à l'État de remplir les documents de reporting demandés par la DIHAL.

2/ Comité de pilotage

Un comité de pilotage départemental est institué, animé par la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Rhône et ABC HLM.

Il comprend le ou les opérateurs chargés de la réalisation des diagnostics, des actions d'AVDL ou des baux glissants à destination des ménages cibles sur le territoire, Action logement, la Maison de la veille sociale, les représentants de la Métropole et du département du Rhône.

Il se réunit une fois par an.

Le suivi de l'atteinte des objectifs et l'adaptation des objectifs et des financements y seront examinés. Dans cette optique, l'opérateur devra transmettre à l'administration, sur la demande de cette dernière :

- les éléments d'informations concernant le nombre de mesures réalisées/ménages accompagnés suivant des indicateurs précisés dans la convention d'objectifs qui sera signée entre le ou les opérateurs retenus et l'État
- les éléments chiffrés issus de son suivi statistique
- les éléments de suivi de la consommation des crédits concernant le nombre de mesures engagées suivant les indicateurs précisés dans la convention d'objectifs qui sera signée entre le ou les opérateurs retenus et l'État.